

COLLOQUE LARHRA-CHRD EN PARTENARIAT AVEC TRIANGLE

LYON DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

VILLES ET MÉTROPOLIS À L'ÉPREUVE DU CONFLIT

MERCREDI 6 ET JEUDI 7 NOVEMBRE 2013

LYON, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 (GRAND AMPHI)



ENTRÉE LIBRE

Informations et réservation :

chrd.reservation@mairie-lyon.fr

Tél. : 04 72 73 99 00



CENTRE D'HISTOIRE
DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

www.chrd.lyon.fr

14 AVENUE BERTHELOT - 69007 LYON - TÉL. 04 72 73 99 00

OUVERT DU MERCREDI AU DIMANCHE

triangle
UMR 5206

DHIP
IHA



VILLE DE
LYON

L'originalité du colloque *Lyon dans la Seconde Guerre mondiale. Villes et métropoles à l'épreuve du conflit* est de s'intéresser, pour cette période déjà très investie par la recherche, à un espace urbain dans une perspective très large. Les autorités politiques et la répression sont bien sûr présentes, mais le regard est aussi porté sur les aspects économiques, sociaux, culturels, religieux, etc. On étudie autant la manière dont l'exceptionnel, qu'il s'agisse des persécutions antisémites ou des bombardements, frappe les populations qu'à la façon dont l'habituel – le traitement des ordures ménagères, la construction de logements, l'exploitation cinématographique, l'enseignement, etc. – continue de se déployer dans un cadre plus ou moins transformé. L'accent est mis sur la vie au quotidien des habitants ordinaires, sans pour autant oublier ces hommes et ces femmes d'exception que sont les résistants, et sans oblitérer les responsabilités de certaines élites dirigeantes.

Ce colloque est aussi marqué par une double ouverture. S'il est centré sur l'agglomération lyonnaise, la dimension comparative est présente au travers d'autres grandes villes françaises (Marseille, Lille, Le Havre, etc.) et étrangères ou d'interventions qui lui donnent une dimension internationale. Il n'est pas non plus enfermé dans une chronologie contrainte, les communications cherchant souvent à inscrire la séquence 1939-1945 dans une plus longue durée pour mieux analyser ses spécificités, ou pour appréhender ses prolongements dans les mémoires.

Le choix des dix-neuf communications, qui seront mises en perspective dans chaque séance par une introduction substantielle, ne prétend pas à l'exhaustivité. Si certains thèmes apparaissent incontournables, d'autres ont été choisis parce qu'ils n'avaient jamais été abordés ou parce que des intervenants proposaient de les traiter d'une manière renouvelée, qu'il s'agisse de jeunes chercheurs ou de chercheurs plus confirmés. L'approche n'est pas non plus uniforme. Les focales sont larges ou resserrées selon les communications.

Le colloque est prolongé par une conférence ouverte à un public large, prononcée par l'historien Robert Gildea, titulaire de la Chaire d'Histoire contemporaine à l'université d'Oxford, qui évoque 70 ans de débats autour de la mémoire de la Résistance.

MERCREDI 6 NOVEMBRE

9h - ACCUEIL

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

9h30 - 12h30

Séance I : Administrer, réprimer, éliminer

Présidence : Steffen Prauser (Institut historique allemand, Paris)

INTRODUCTION

Jean Solchany (LARHRA, IEP de Lyon)

ADMINISTRER UNE VILLE INGOUVERNABLE

Jean-Marie Guillon (Telemme, université d'Aix-Marseille)

Marseille est le premier port de Méditerranée et de France, l'un des grands sites industriels du pays, l'une de ses villes les plus peuplées (même si le recensement de 1936 a été artificiellement gonflé) et l'une des plus vastes par son territoire. C'est aussi une ville clivée socialement et politiquement. Comme on le sait, à la veille de la guerre, Marseille ne jouit pas d'une excellente réputation. Aux stéréotypes classiques, s'ajoutent des problèmes d'administration réels au point que l'incendie des Nouvelles Galeries donne prétexte au gouvernement Daladier pour mettre la ville sous tutelle en 1939. Elle va y rester jusqu'après la Libération. Cette « mauvaise réputation » fonde également la décision des Allemands pour détruire le quartier du Vieux-Port dès leur arrivée. Plusieurs pouvoirs – politiques, administratifs, économiques, militaires - se superposent, particulièrement entre 1939 et 1945, qui font de Marseille un cas très particulier dont on cherchera à souligner les traits.

L'ÉVOLUTION DES ÉLITES LYONNAISES SOUS VICHY : TENTATIVE DE BILAN

Hervé Joly (Triangle, CNRS)

Cette communication vise à faire le bilan des transformations dans la composition des élites lyonnaises, dans leurs différentes composantes, impliquées par le passage du régime démocratique de la III^e République à celui autoritaire du régime de Vichy. Il s'agit d'étudier l'évolution du recrutement des élites, à travers un certain nombre de détenteurs de fonctions (conseillers municipaux, hauts fonctionnaires, responsables consulaires, etc.), avant de

terminer par une rapide analyse de la manière dont les élites se donnent à voir, à travers des manifestations publiques, comme les visites de Pétain. Le terrain choisi est selon les cas, au-delà de la commune de Lyon *stricto sensu*, celui de l'agglomération, voire du département ou de la région. L'étude porte sur la période de juin 1940 à août 1944, les importants changements induits par la Libération, dans le cadre de l'épuration, n'étant appréhendés que de manière incidente.

**L'OFK 670 DE LILLE : MAÎTRE D'ŒUVRE DES POLITIQUES
DE RÉPRESSION ET DE PERSÉCUTION DANS LE NORD DE LA FRANCE,
« ZONE RATTACHÉE » AU MILITÄRBEFEHLSHABER IN
BELGIENUNDNORDFRANKREICH (1940-1944)**

Laurent Thiéry (*La Coupole*, Centre d'Histoire et de Mémoire du Nord-Pas-de-Calais)

Entre juin 1940 et septembre 1944, la ville de Lille est la capitale d'une zone d'occupation allemande aux caractères bien spécifiques. Sur ordre d'Hitler, les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais sont coupés du reste de la France et rattachés au Commandement militaire allemand de Bruxelles. Bénéficiant d'une large autonomie, Lille accueille tous les services centraux de l'administration militaire allemande chargée d'occuper la zone : *Oberfeldkommandantur*, mais également polices, administrations judiciaire et pénitentiaire forment les principaux rouages de l'exécution des mesures de sécurité et de maintien de l'ordre.

LE SD DE LYON ET LA CHASSE AUX JUIFS

Tal Bruttman (CRH, EHESS)

Avec l'invasion de la zone libre à la fin de l'année 1942 les services de police allemands sont désormais en mesure de mettre en œuvre la « solution finale » sur l'ensemble du territoire français (à l'exception des départements occupés par les troupes italiennes). À compter de l'année 1943, avec le recul en matière de collaboration de l'État français, ce sont les unités de la Sipo-SD qui opèrent la chasse aux Juifs. Le fonctionnement du Kds Lyon est à cet égard éclairant : s'appuyant sur des équipes d'ultras collaborateurs français qui jouent un rôle majeur, la section antijuive de la police allemande mène une traque qui ne cesse de prendre de l'ampleur et de se radicaliser jusqu'à la veille de la Libération, faisant plus de 3 000 victimes dans la région.

Séance II : Economie, travail, formation

Présidence : Marcel Boldorf (LCE/CIERA, université Lumière Lyon 2)

INTRODUCTION

Hervé Joly (Triangle, CNRS)

LA VIE ÉCONOMIQUE DANS UN GRAND PORT DE LA ZONE OCCUPÉE : LE HAVRE

Claude Malon (université Paris IV-Sorbonne)

Forteresse sur le Mur de l'Atlantique, Le Havre est un observatoire à la fois banal et singulier de l'économie d'occupation. La tutelle conjuguée des Allemands et de Vichy impose, comme dans d'autres villes, des contraintes bien connues, réquisitions ou aryanisations par exemple. Mais la situation stratégique du Havre favorise singulièrement la collaboration économique. En effet, même si le commerce maritime est paralysé, les commandes de l'occupant maintiennent et stimulent l'activité de la réparation navale et du bâtiment, avec la participation d'entreprises extérieures, allemandes ou françaises.

ENTRE RÉSIDUS ET RESSOURCES : DU TRAITEMENT DES DÉCHETS DANS DES VILLES FRANÇAISES ET ALLEMANDES PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Chad Denton (Underwood international college, Yonsei University, Corée du Sud)

Heike Weber (Institut de philosophie, littérature et d'histoire des sciences et techniques,
université technique de Berlin)

Cette communication examine les origines, la mise en œuvre et les résultats des initiatives de traitement des déchets dans les villes françaises et allemandes pendant la Seconde Guerre Mondiale. Un examen attentif des archives de la récupération et de l'utilisation des déchets et vieilles matières de Vichy, ainsi que des archives municipales de Francfort-sur-Main et Lyon, montre que ces initiatives en France étaient largement influencées par les pratiques de l'Allemagne nazie, pratiques qui étaient elles-mêmes inspirées par les mouvements de récupération de la Première Guerre mondiale en Allemagne. Entre 1939 et 1940, même si la propagande française avait précédemment ridiculisé les initiatives de récupération allemandes, considérées comme des preuves de faiblesse économique, les fonctionnaires du ministère de l'Armement ont imité l'Allemagne nazie en organisant des campagnes de récupération de la ferraille et du papier. Après la défaite de la France en juin 1940, cette émulation s'est muée en collaboration. Les programmes de traitement des déchets de Vichy étaient une initiative commune franco-allemande, organisée aux plus hauts échelons de l'administration vichyssoise.

L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT ET LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS À LYON, 1940-1944

François Robert (Triangle, CNRS)

L'industrie du bâtiment pendant la Seconde Guerre mondiale est surtout connue sous l'angle de sa collaboration économique révélée par les nombreuses archives issues des commissions d'épuration. L'analyse de ce secteur ne peut se résumer à ces seuls faits qui touchent une poignée d'entreprises parmi les 1600 recensés dans le Rhône à la veille de la guerre. Sans négliger cet aspect, la mise en perspective de cette période dans une chronologie longue permet de restituer le mouvement général du secteur qui s'inscrit dans une profonde phase dépressive. Très amoindri, le bâtiment ne continue pas moins son activité. L'étude de la construction de logements et de la marche d'une grande société du bâtiment donne une image plus contrastée, plus complexe où les contraintes pèsent sur les décisions des entrepreneurs.

ORGANISER LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN TEMPS DE GUERRE : L'EXEMPLE LYONNAIS, 1939-1944

Marianne Thivend (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Cette communication décrit comment, dans le contexte nouveau créé par la guerre puis l'Occupation, s'organisent les formations techniques et professionnelles au sein d'une grande ville industrielle et commerciale comme Lyon. Les interactions entre de nombreux acteurs locaux depuis longtemps fortement impliqués dans la formation et un Etat de plus en plus interventionniste en la matière seront étudiées afin de mettre en lumière l'évolution des modalités concrètes de l'accès aux formations et aux certifications auxquelles elles préparent, tant pour les adolescents que pour les adultes, pour les hommes que pour les femmes.

ET LA VIE CONTINUE : LES CINÉMAS LYONNAIS DURANT LA GUERRE (1939-1945)

Renaud Chaplain (université catholique de Lyon)

L'exploitation cinématographique connaît, durant la guerre et l'Occupation, une situation singulière. Confrontés à l'appauvrissement progressif du spectacle proposé au public, soumis à de multiples restrictions, les exploitants doivent en outre composer avec un État qui tend à encadrer toute leur activité. Les années 1940-1945 constituent pourtant pour eux une période florissante. Surtout, la guerre ne modifie guère les équilibres en présence au sein de l'industrie cinématographique qui reste partagée entre grands établissements et petites salles de quartier.

18h15
**CONFÉRENCE LA MÉMOIRE DE LA RÉSTANCE :
70 ANS DE DÉBATS**

Robert Gildea, professeur titulaire de la Chaire d'Histoire contemporaine
à l'université d'Oxford Robert Gildea

Il étudiera la fragmentation de la mémoire unitaire de la Résistance et son évolution à travers la Guerre froide, la décolonisation, 1968 et la mémoire de la Shoah, pour demander ce qui reste de la mémoire de la Résistance aujourd'hui.

JEUDI 7 NOVEMBRE

9h - 12h30

Séance III : Religion, savoir, culture

Présidence : Bernard Comte (IEP de Lyon, LARHRA)

INTRODUCTION

Jean-Dominique Durand (LARHRA, université Jean Moulin Lyon 3)

CLERGÉ ET PAROISSES À LYON

Christian Sorrel (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Cellule de base de la vie catholique, la paroisse reste peu étudiée par les historiens, et il n'est pas toujours aisé de mesurer les mutations que les guerres du XX^e siècle introduisent dans son fonctionnement et sa vie. Sans prétendre répondre à toutes les questions, en raison du caractère formel des sources imprimées majoritaires, la communication tentera d'approcher les incidences de la Seconde Guerre mondiale sur les activités paroissiales, entre permanences culturelles et solidarités nouvelles, entre conformisme politique et inventivité caritative.

L'ENSEIGNEMENT À LYON PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : L'EXEMPLE DE LA KHÂGNE DU LYCÉE DU PARC DE 1939 À 1945

Arnaud Costechareire (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Le 3 septembre 1939, la France déclarait la guerre à l'Allemagne nazie. Dès les premiers jours du conflit, le ministère décide de la fermeture des Classes Préparatoires aux Grandes Écoles à Paris et à Lyon pour les prémunir des bombardements avant de les rouvrir dès septembre 1940. La communication s'intéressera particulièrement à l'exemple lyonnais et aux classes préparatoires littéraires du Lycée du Parc (pour les garçons) et du Lycée de jeunes filles de Lyon, aux parcours de leurs élèves - parcours tourmentés par la guerre et la législation qui l'accompagne – et à la vie des établissements.

PARIS/PROVINCE, L’AFFIRMATION CULTURELLE DES VILLES DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Françoise Taliano des Garets (CEMMC, Sciences Po Bordeaux)

L'invasion allemande en France a entraîné une nouvelle donne politique et administrative qui n'a pas été sans conséquences sur la vie culturelle du pays. Des villes de province notamment Bordeaux, Lyon, Marseille, Strasbourg pour n'en citer que quelques-unes, et bien sûr Vichy, ont au gré des événements joué un rôle inédit dans le domaine culturel, avec pour mission dans certains cas de suppléer Paris sous contrôle allemand. Tous les secteurs sont plus ou moins concernés et particulièrement la presse, la radio, l'édition, etc. Les artistes et les professions culturelles ont été pris dans le grand mouvement de la guerre et leur position géographique sur la carte culturelle de la France en a souvent été modifiée ; ils ont ainsi contribué par leur présence en province à rehausser l'intérêt de territoires éloignés de la capitale. L'affirmation de certaines villes de province n'a-t-elle été que temporaire ou à partir de là un processus plus profond de remise en question du centralisme culturel parisien s'est-il engagé ? Il s'agira ici d'évaluer dans quelle mesure le rapport Paris/province a été sur le plan culturel affecté par le conflit.

LA POLITIQUE ET LA CULTURE À LYON SOUS VICHY

Thomas Hoepel (Institut des sciences culturelles, Université de Leipzig)

La culture et la politique culturelle jouèrent un rôle important dans le cadre de la Révolution nationale qui se fondait surtout sur la reconstitution d'une société rurale anachronique. Mais l'influence, qu'avait l'Ordre nouveau sur la politique culturelle et la culture dans les grandes villes fut moins étudiée. L'exposé analysera donc, à l'exemple de Lyon, la « quasi capitale » de la zone non occupée si et de quelle manière les valeurs de l'Ordre nouveau furent répandues à travers des manifestations et institutions culturelles municipales.

L'ART EN RÉSISTANCE : LA GALERIE FOLKLORE DE MARCEL MICHAUD SOUS L'OCCUPATION

Jean-Christophe Stuccilli (Musée des beaux-arts de Lyon)

Installée rue de Jussieu au rez-de-chaussée de l'hôtel Carlton – siège de l'État-major allemand durant l'Occupation -, la galerie Folklore dirigée par Marcel Michaud (1898-1958) s'impose comme la scène privilégiée d'une Résistance artistique à Lyon. Dès 1933, le galeriste condamne ouvertement Hitler et sa politique culturelle à travers son article « Le bel Adolph et l'art moderne », paru dans le journal d'action ouvrière *L'Effort*. Tout au long de la guerre, il expose des œuvres dénonçant le régime nazi et abrite plusieurs galeristes juifs, ainsi que leurs fonds, comme Pierre et Edouard Loeb ou Katia Granoff. Au cours de l'été 1944, il rédige un carnet dans lequel il consigne ses actes de Résistance après les arrestations de ses amis René Leynaud et Sylvain Itkine. À travers son engagement pour l'art moderne, Michaud signe une page inédite de l'histoire de la Résistance à Lyon.

14h - 18h

Séance IV : Souffrir, survivre, résister

Présidence : Laurent Douzou (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

INTRODUCTION

Isabelle von Buelzingsloewen (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

LA RÉSISTANCE À LYON, 1940-1944

Laurent Douzou (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Grande métropole, riche de multiples traditions, foyer de vie intellectuelle et spirituelle, Lyon occupa, dans le dispositif de la Résistance, une place à part. Les mouvements, les réseaux de la zone non occupée et la délégation générale dirigée par Jean Moulin y établirent leurs centres de commandement. La communication s'attachera à restituer l'activité résistante déployée à Lyon en tentant de cerner ce qu'elle put y avoir de spécifique.

ÊTRE JUIF À LYON

Sylvie Altar (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

D'abord « ville refuge », puis « ville cible », Lyon n'a pas échappé à la politique d'anéantissement des Juifs. Après avoir présenté un tableau de cette présence en répondant aux questions : qui (composantes nationales), combien (estimation chiffrée avant et après l'exode de mai-juin

40), où (localisation cartographique), nous nous pencherons sur deux parcours familiaux. Ces trajectoires à l'échelle du quotidien permettront d'une part de cerner toute la dimension incarnée de la politique d'anéantissement des Juifs à Lyon, d'autre part d'analyser au pluriel des comportements face aux persécutions.

MONTLUC : RÉSISTER ET SURVIVRE

Antoine Grande (Mémorial de Montluc)

Prison militaire française, construite en 1921, Montluc fut de décembre 1939 jusqu'à la Libération de Lyon, le cœur de nombreuses juridictions régulières et exceptionnelles, françaises et allemandes. Dès la réquisition du site par les troupes d'occupation allemandes, Montluc devint un rouage à part entière dans les politiques de répression et d'extermination nazies. Pour communiquer, survivre ou s'échapper (mentalement et physiquement), de nombreux mécanismes de résistance, spirituelle ou physique se mirent en place. L'étude de ces actions permet de lire le système répressif contre lequel elles luttent. Si une mutinerie sous mandat vichyste, les tentatives d'évasion sous mandat allemand et les billets jetés par delà les murailles sont autant d'exemples tangibles de résistance, il en va de même du refus de la politique nazie de déshumanisation, qui devait se prolonger par la suppression physique des hommes, femmes et enfants, condamnés parce que nés Juifs, ou des Résistants condamnés pour avoir lutté. Les actions organisées à l'intérieur des murs, ainsi que le refus de cette déshumanisation, nous permettent, malgré la dispersion des archives, de comprendre la place de Montluc au sein d'un système de répression et d'extermination.

LE QUOTIDIEN DES LYONNAIS AU PRISME D'UN HAUT FONCTIONNAIRE DE VICHY, GEORGES DE LA GRANDIÈRE (1940-1945)

Christophe Capuano (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Le délégué régional à la famille de Lyon, en poste jusqu'en 1946, fait tout au long de la période des rapports circonstanciés sur le quotidien des Lyonnais. Ces sources apportent un nouvel éclairage tant sur les difficultés de vie de la population pendant la guerre et à la Libération que sur les dispositifs mis en place pour leur venir en aide. Leur analyse révèle également combien cette vision est biaisée par la grille de lecture idéologique de la Révolution nationale avec une interprétation très moralisatrice des problèmes sociaux.

MORTS POUR LA FRANCE ? LES VICTIMES DU BOMBARDEMENT ALLIÉ DU 26 MAI 1944 À LYON

Isabelle von Buelzingsloewen (LARHRA, université Lumière Lyon 2)

Le 26 mai 1944, 48 salariés de l'usine Olida trouvent la mort, ensevelis sous les décombres de l'abri de leur usine de Gerland, détruit par une bombe. Leurs corps déchiquetés ne sont retrouvés et difficilement identifiés qu'au bout de plusieurs semaines. Alors que de grandes

funérailles « patriotiques » ont été organisées sur le parvis de la cathédrale Saint-Jean les 30 et 31 mai, ils rejoignent donc avec retard les autres victimes inhumées au cimetière de Loyasse sur décision du maire de Lyon. Après la Libération, alors que la représentation nationale débat du statut à accorder aux victimes des bombardements alliés, leurs camarades décident d'apposer une plaque en marbre sur les murs de leur usine reconstruite sur laquelle figure, outre leurs noms, la mention « morts pour la France ». Cette plaque, doublée par une plaque officielle apposée en 1994 par la mairie du 7^e arrondissement, est l'une des seules traces mémorielles du bombardement du 26 mai 1944 visible dans la ville. Le destin des 48 d'Olida servira de fil rouge à une relecture de l'histoire d'un bombardement « annoncé » qui rend compte de l'intérêt grandissant des historiens pour les victimes civiles de la Seconde Guerre

CONCLUSIONS

Jean-Marie Guillon (Telemme, université d'Aix-Marseille)

COMITÉ D'ORGANISATION

ISABELLE VON BUELTZINGLOEWEN - LARHRA, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

BERNARD COMTE - IEP DE LYON, LARHRA

ISABELLE DORÉ-RIVÉ - CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

LAURENT DOUZOU - LARHRA, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

JEAN-DOMINIQUE DURAND - LARHRA, UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

HERVÉ JOLY - TRIANGLE, CNRS

JEAN-LUC PINOL - LARHRA, ENS DE LYON

JEAN SOLCHANY - LARHRA, IEP DE LYON



CENTRE D'HISTOIRE
DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

www.chrd.lyon.fr

14 AVENUE BERTHELOT - 69007 LYON - TÉL. 04 72 73 99 00
OUVERT DU MERCREDI AU DIMANCHE

